

- 2° houder zijn van het getuigschrift van basisondericht;
- 3° ten minste twee verschillende jaren van het secundair onderwijs gevolgd hebben;
- 4° geslaagd zijn voor één van onderstaande opleidingen :
- tweede jaar secundair algemeen, technisch of kunstonderwijs; in geval van mislukking geslaagd zijn voor een examen, georganiseerd door het "Institut de Formation permanente des Classes moyennes" en goedgekeurd door de Minister tot wiens bevoegdheid de voortdurende vorming van de middenstand behoort;
  - derde jaar secundair beroepsonderwijs; in geval van mislukking geslaagd zijn voor een examen georganiseerd door het "Institut de Formation permanente des Classes moyennes" en goedgekeurd door de Minister tot wiens bevoegdheid de voortdurende vorming van de middenstand behoort;
  - leergangen algemene kennis in het eerste jaar van het leerlingwezen, of door de raad van leraars toegelaten zijn tot het tweede jaar.

**Art. 2.** De in artikel 1 bedoelde opleiding duurt twee jaar.

**Art. 3.** Het besluit van de Executieve van 15 juni 1982 houdende vaststelling van de bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten en van de gecontroleerde leerverbintenissen voor de beroepen van kleinhandelaar en groothandelaar in de voortdurende vorming van de middenstand, wordt opgeheven.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1991.

Brussel, 26 juni 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,  
J.P. GRAFE

F. 91 — 2439

[S — 29478]

**25 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les compétences et le règlement d'ordre intérieur des conseils de direction des centres d'enseignement secondaire de la Communauté française**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la communauté éducative, notamment l'article 8, § 2, 7°;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été modifié, notamment l'article 159;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique;

Vu la délibération de l'Exécutif en date du 15 juillet 1991,

Arrête :

**Article 1er.** Le Conseil de direction de chacun des Centres d'enseignement secondaire regroupant exclusivement des établissements de la Communauté est chargé de donner à l'Exécutif, à sa demande ou d'initiative, des avis à propos des matières suivantes :

1° Les besoins de l'enseignement de la Communauté dans la zone desservie par le centre d'enseignement secondaire, en tenant compte de divers facteurs comme la fréquentation de l'enseignement secondaire, les besoins en matière économique, sociale et culturelle, locaux et régionaux, l'évolution démographique, l'existence de lignes de transport en commun ainsi que les moyens de satisfaire ces besoins.

2° La mise en œuvre de la rationalisation et de la programmation prévue par l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux Centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice, par l'organisation des établissements de la zone géographique desservie par le Centre et des entités pédagogiques structurées de façon telle qu'elles offrent, par leur complémentarité, un ensemble équilibré d'orientations d'études.

3° La mise en place de structures permettant une orientation aussi adéquate que possible des élèves, en collaboration avec les centres psycho-médico-sociaux.

4° La mise à la disposition, dans le Centre d'enseignement secondaire, d'infrastructures et d'équipements tels que bâtiments scolaires, restaurants, internats, laboratoires, halls de sports, cars, ...

5° Toutes les mesures susceptibles d'améliorer le fonctionnement de l'enseignement de la Communauté dans la zone dévolue au Centre d'enseignement secondaire.

**Art. 2.** En vue de remplir les missions qui lui sont confiées, le conseil de direction est habilité à :

1° Organiser la concertation entre les chefs des établissements faisant partie du Centre d'enseignement.

2° Instruire les dossiers de création, de transformation et de suppression de sections, d'options et d'autres subdivisions de l'enseignement, afin de présenter au district socio-pédagogique dont le Centre d'enseignement relève et à l'administration compétente des propositions d'ensemble.

3° Instruire les dossiers de constructions scolaires, afin de présenter à l'administration compétente des propositions visant avant tout à une amélioration du service global offert aux élèves du Centre d'enseignement.

4° Coordonner la gestion des établissements, installations et équipements, des restaurants et des internats, ainsi que des moyens de transport interne existant dans la zone dévolue au Centre d'enseignement, en vue de leur utilisation optimale.

5° Etablir les dossiers d'équipement pour l'ensemble des établissements du Centre d'enseignement, afin de présenter au district socio-pédagogique dont le Centre d'enseignement relève des propositions d'ensemble.

6° Etablir et promouvoir le dialogue avec les milieux sociaux, économiques et culturels dans la zone dévolue au Centre d'enseignement.

7° Elaborer une information commune à propos des enseignements offerts dans le Centre d'enseignement.

8° Proposer au Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses compétences l'attribution de compléments de charge aux membres du personnel, lorsqu'ils ne peuvent assumer des prestations complètes dans un seul établissement du centre d'enseignement.

9° Favoriser l'harmonisation des pratiques pédagogiques : objectifs poursuivis, systèmes d'évaluation appliqués.

10° Favoriser l'harmonisation des projets de règlement d'ordre intérieur à soumettre à l'administration compétente.

**Art. 3.** La gestion d'un centre d'enseignement de la Communauté est assurée par un Conseil de direction composé des chefs d'établissement des établissements concernés.

Le Président du conseil de direction est nommé par l'Exécutif parmi les chefs des établissements qui organisent un troisième degré.

Le Conseil de direction désigne en son sein son secrétaire.

Le Conseil de direction peut inviter toute personne dont l'avis est jugé utile pour l'examen d'un point inscrit à l'ordre du jour.

**Art. 4.** Le président convoque les membres du Conseil de direction et fixe l'ordre du jour de la séance; celui-ci est joint aux convocations.

Chaque membre du conseil de direction peut faire inscrire un point à l'ordre du jour par requête adressée au président, cinq jours au moins avant une séance.

Le Conseil de direction ne délibère valablement que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

Toute résolution est prise à la majorité absolue des membres présents.

**Art. 5.** Le procès-verbal de chaque séance, établi par le secrétaire et signé par le président, mentionne les noms des membres présents et absents.

Il y est fait état du nombre de voix pour, de voix contre et des abstentions concernant toute proposition mise aux voix; y figure également la justification des abstentions.

Quel que soit le nombre de voix recueillies, l'avis de la minorité y est repris.

Lorsque le vote révèle un partage égal des voix, l'avis des uns et des autres y est mentionné.

**Art. 6.** Un exemplaire du procès-verbal est transmis à l'Administrateur général de l'Organisation des Etudes et au Directeur général de l'Enseignement secondaire.

**Art. 7.** L'arrêté ministériel du 10 juin 1981 fixant les compétences et le règlement d'ordre intérieur des conseils de direction des centres d'enseignement de l'Etat est abrogé.

**Art. 8.** Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 juillet 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,  
Y. YLIEFF

## VERTALING

N. 91 — 2439

[S — 29478]

**25 JULI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de bevoegdheid en van het huishoudelijk reglement van de bestuursraden van de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap dd. 9 november 1990 tot organisatie van de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinstellingen en tot invoering van een regeling tot inspraak voor leden van de onderwijsgemeenschap, inz. artikel 8, § 2, 7°;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede voor de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd, inz. artikel 159;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve dd. 15 juli 1991,

Besluit :

**Artikel 1.** De bestuursraad van elke scholengemeenschap voor secundair onderwijs wordt belast met het uitbrengen van adviezen op aanvraag van de Executieve of op eigen initiatief, over :

1° de behoeften van het onderwijs van de Gemeenschap, in de streek waarin de scholengemeenschap voor onderwijs zorgt, rekening houdend met factoren zoals de schoolbevolking in het secundair onderwijs, de economische, sociale en culturele plaatselijke en gewestelijke behoeften, de demografische ontwikkeling, het bestaan van gemeenschappelijke vervoermiddelen, alsook de middelen om aan die behoeften te voldoen;

2° het uitvoeren van de rationalisatie en programmatie, bedoeld bij het koninklijk besluit van 30 maart 1982, betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan, door de organisatie van de inrichtingen van de geografische streek waarin de scholengemeenschap voor onderwijs zorgt, als gestructureerde pedagogische eenheden die elkaar aanvullen en aldus een evenwichtig geheel van studierichtingen aanbieden;

3° het invoeren van structuren die de best mogelijke oriëntatie van de leerlingen tot gevolg hebben, in samenwerking met het psycho-medisch-sociaal centrum;

4° de infrastructuur en uitrusting die ter beschikking van de scholengemeenschap gesteld worden, b.v. schoolgebouwen, restaurants, internaten, laboratoria, sportzalen, schoolbussen;

5° alle maatregelen waardoor het onderwijs van de Gemeenschap in de streek waarin de scholengemeenschap onderwijs vertrekt, verbeterd kan worden.

**Art. 2.** Ten einde de taken die hem toevertrouwd worden, te vervullen is de bestuursraad bevoegd om :

1° overleg te organiseren onder de inrichtingshoofden van de scholengemeenschap;

2° de dossiers te onderzoeken inzake oprichting, verandering en afschaffing van afdelingen, opties en andere onderverdelingen van het onderwijs, ten einde aan het sociaal-pedagogisch district waaronder de scholengemeenschap ressorteert en aan het bevoegde bestuur gezamenlijke voorstellen te doen;

3° de dossiers inzake schoolgebouwen te onderzoeken, ten einde aan het bevoegde bestuur voorstellen te doen met het oog op verbetering van de globale onderwijsprestaties ten behoeve van de leerlingen van de scholengemeenschap;

4° het beheer te coördineren van de inrichtingen, installaties en uitrustingen, restaurants en internaten, alsook van de interne vervoermiddelen in de streek waar de scholengemeenschap onderwijs verstrekt, met het oog op het doeltreffendste gebruik ervan;

5° de dossiers inzake uitrusting op te maken voor alle inrichtingen van de scholengemeenschap, om aan het sociaal-pedagogisch district gezamenlijke voorstellen voor te leggen;

6° de dialoog te doen ontstaan en te bevorderen met de sociale, economische en culturele kringen in de streek waar de scholengemeenschap onderwijs verstrekt;

7° gemeenschappelijke informatie te verzamelen i.v.m. de studierichtingen die door de scholengemeenschap aangeboden worden;

8° aan de voor het secundair onderwijs bevoegde Minister voor te stellen aanvullende lessen aan de personeelsleden toe te kennen wanneer dezen geen volledige prestaties kunnen verrichten in één inrichting van de scholengemeenschap;

9° de pedagogische praktijken, nagestreefde doeleinden en toegepaste evaluatiesystemen in overstemming te brengen;

10° het ontwerp van huishoudelijk reglement, dat elke scholengemeenschap aan het bevoegde bestuur moet voorleggen, te harmoniseren.

**Art. 3.** Een scholengemeenschap van de Gemeenschap wordt beheerd door een bestuursraad, bestaande uit de hoofden van de betrokken inrichtingen.

De Executieve benoemt de voorzitter van de raad onder de hoofden van de inrichtingen waar de 3e graad georganiseerd wordt.

De raad stelt zijn secretaris onder zijn leden aan.

De raad kan een beroep doen op elke persoon wiens advies nuttig geacht wordt voor het onderzoek van een agendapunt.

**Art. 4.** De voorzitter ondertekent de oproepingen tot de vergaderingen en legt de agenda vast.

Elk lid van de scholengemeenschap kan een punt in de agenda laten opnemen, bij een aanvraag die ten minste 5 dagen voor een vergadering aan de voorzitter gericht is.

De bestuursraad beslist geldig wanneer de meerderheid van zijn leden aanwezig zijn.

Elke beslissing wordt bij volstreekte meerderheid van de aanwezigen getroffen.

**Art. 5.** Notulen worden voor elke vergadering door de secretaris opgemaakt en door de voorzitter ondertekend, met vermelding van de namen van de aanwezige en afwezige leden.

In de notulen worden het aantal stemmen voor en tegen en het aantal onthoudingen vermeld voor elk ter stemming gebracht voorstel; ook worden de onthoudingen toegelicht.

Als de stemmen niet staken, wordt het advies van de minderheid in de notulen opgenomen. Bij staking van stemmen worden de adviezen, uitgebracht door de ene en de andere partij, in de notulen opgenomen.

**Art. 6.** Een exemplaar van de notulen wordt overgezonden aan de Administrateur-generaal van de Organisatie van het Onderwijs en aan de Directeur-generaal van het Secundair Onderwijs.

**Art. 7.** Het ministerieel besluit van 10 juni 1981 tot vaststelling van de bevoegdheid en van het huishoudelijk reglement van de bestuursraden van de Rijkscholengemeenschappen wordt opgeheven.

**Art. 8.** De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 juli 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Y. YLIEFF

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 2440

[S — 27407]

#### 27 JUIN 1991. — Décret du Conseil régional wallon relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE Ier. — De l'agrément des entreprises de travail intérimaire

##### Section Ière — Principes

**Article 1er.** Une entreprise de travail intérimaire ne peut exercer une activité en Région wallonne que si elle est agréée par l'Exécutif.

Pour l'application du présent décret, on entend :

1° par "entreprise de travail intérimaire", l'entreprise dont l'activité consiste à mettre des intérimaires qu'elle a engagés à la disposition d'utilisateurs en vue de l'exécution d'un travail temporaire;

2° par "exercice d'une activité", la publicité, les opérations de recrutement et l'engagement de travailleurs en Région wallonne, la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs qui sont situés en Région wallonne ou qui recourent à des travailleurs intérimaires pour l'exécution d'un travail en Région wallonne.

(1) Session 1990-1991 :

Documents du Conseil, 235 (1990-1991) n°s 1 à 4. — Compte rendu intégral. Séance publique du 20 juin 1991. Discussion. Vote.